

Info AR 16

La lettre de l'Association en région IHEDN Paris Numéro 46 – Automne 2007

IHEDN-AR PARIS - Ecole Militaire BP 41 - 00445 Armées
Tel/Fax: 01 44 42 59 66 - email: ihedn.paris@wanadoo.fr - www.ihedn-arparis.org

Editorial

La rentrée de l'AR 16 s'annonce sous les meilleurs auspices avec en point d'orgue le dîner de gala des 30 ans qui aura lieu le Samedi 2 février 2008 dans la salle voûtée du Palais de justice. Réservez bien cette date. Ce lieu prestigieux que l'on appelait autrefois «le Capitole de la France» vous accueillera, le temps d'un soir, pour des retrouvailles exceptionnelles.

C'est en ces lieux chargés d'Histoire que le roi EUDES, ancêtre d'Hugues CAPET a dirigé la défense de Paris contre les Normands et que plusieurs de nos rois ont célébré leurs noces. C'est là aussi où le Parlement a proclamé la majorité de LOUIS XIV et cassé son testament. La Défense et la Justice, fonctions essentielles à la vie de notre pays seront réunies, le temps d'un soir, pour célébrer l'esprit de défense et les valeurs citoyennes et votre présence confirmera avec éclat votre attachement à ces valeurs.

Une visite guidée des principales salles du Palais et de la Conciergerie est incluse au programme, suivie d'un concert du quatuor à cordes de la Garde républicaine. Venez nombreux, accompagnés de vos conjoints respectifs. Ce sera l'occasion d'évoquer souvenirs et projets et de témoigner ensemble de la vitalité de notre association.

La rentrée est aussi l'occasion d'évoquer les travaux des comités d'étudés. Les thèmes de l'année en cours portaient sur l'énergie et la mondialisation et les débats ont été comme de coutume à la hauteur des enjeux annoncés. Je tiens à remercier, à cet égard, Geneviève LEVREL et Jean COCHEVELOU qui les ont notamment animés.

Les comités d'études ont remis leurs rapports au comité de lecture de l'UNION IHEDN, le 21 mai 2007 et le plan de restitution a été adopté le 12 septembre dernier. Les rapports des associations seront présentés à NANTES les vendredi 23 et samedi 24 novembre 2007 à l'occasion du prochain forum des auditeurs et l'AR 16 a été retenue pour développer la partie relative aux énergies dans les pays en voie de développement et les pays émergents. La présentation des rapports sera suivie pour la première fois d'un débat auquel participeront des experts et des jeunes des grandes écoles scientifiques et de commerce de la région. Les auditeurs de l'AR16 sont invités à participer à ce forum et peuvent à tout moment nous contacter pour s'y inscrire.

Les sujets proposés par l'IHEDN pour l'année 2007/2008 portent quant à eux sur : « l'Espace extra atmosphérique, enjeu du XXIème siècle » et « la remilitarisation du monde »

L'intérêt porté à l'espace est récent puisqu'il remonte aux perspectives et au développement de son utilisation concrète qui n'est pas antérieure à la Seconde guerre mondiale. Depuis lors et plus précisément à partir du lancement, le 4 octobre 1957, du premier satellite artificiel de la Terre, le Spoutnik, cette utilisation a été constamment croissante et diversifiée. Elle implique un nombre de plus en plus élevé d'Etats, elle concerne des activités civiles ou militaires de plus en plus variées. Les enjeux que comportent ces utilisations, tant sur le plan de la sécurité que de l'économie sont considérables. Aussi cinquante ans après le début de l'exploration spatiale, semble t-il particulièrement opportun que l'IHEDN s'intéresse à cet enjeu international autant qu'européen et national. Ce sujet est le thème majeur de l'année. Il sera traité par la 60^{ème} session nationale et les sessions en région.

Le deuxième sujet proposé concerne la remilitarisation et la dangerosité du monde. Depuis l'intervention américaine en Irak, l'on constate que le monde unipolaire préconisé par Georges BUSH est remis en cause par la montée en puissance de la Chine, de l'Inde ou du Brésil et par les nouveaux développements de la politique russe, notamment sur le plan énergétique.

L'équilibre mondial est, à cet égard, en voie de recomposition, de nouvelles alliances se dessinent, de nouveaux pôles de puissance se constituent, entraînant une augmentation des budgets militaires. Les auditeurs sont donc invités à réfléchir à cette évolution et à préciser les rôles que l'Union européenne et la France pourraient assumer dans cette nouvelle configuration. Les comités d'études qui traitent de ces deux thèmes ont commencé à travailler. Rejoignez les. Ce sera pour vous l'occasion de rencontres enrichissantes où vous retrouverez l'ambiance de vos anciennes sessions.

Enfin pour terminer, je voudrais évoquer l'arrivée du nouveau directeur de l'IHEDN. Le général Laurent LABAYE a pris ses fonctions au mois d'août 2007 en remplacement de l'Amiral François DUPONT, nommé inspecteur général des armées. Le général LABAYE est un aviateur qui totalise 3500 heurs de vol. Commandant de la base aérienne 102 à DIJON, il a dirigé les services de maintenance de l'armée de l'air à BRETIGNY sur ORGE (SIMMAD). Il est auditeur de la 53ème session nationale de l'IHEDN. Nous lui souhaitons la bienvenue et espérons poursuivre ensemble notre coopération fructueuse et utile au service de l'esprit de défense.

Pierre d'AMARZIT Président de l'AR 16

Agenda

>Lundi 12 novembre

Conférence Amphi Lacoste, École Militaire, 18h30 sur "Les enjeux de l'espace de sécurité en France et en Europe" par le Colonel Yves BLIN, de l'EMA

>Vendredi 23 et samedi 24 novembre

Forum des travaux des Auditeurs à Nantes

>Samedi 1 décembre

Amphi Suffren, Assemblée Générale

>Samedi 2 février 2008

Soirée de Gala pour les 30 ans de l'AR 16 (voir encart p. 3)

>25 février-1 mars

59ème séminaire Jeunes à Paris

>28 février-4 avril

172 eme session en région Ile de France

Activités

>7 JUIN — CONFERENCE « DEFENSE DEUXIEME CHANCE » PRONONCEE PAR LE CONTROLEUR GENERAL DES ARMEES OLIVIER ROCHEREAU, DIRECTEUR GENERAL DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC D'INSERTION DE LA DEFENSE (EPIDe)

http://www.epide.fr

Devant une nombreuse assistance, M. ROCHEREAU a présenté la problématique qui a présidé à la création de l'EPIDe, en août 2005.

Cet établissement a pour vocation première l'insertion sociale et professionnelle de jeunes volontaires de 18 à 21 ans. Ce projet permet à de jeunes gens et à de jeunes femmes approchés lors des JAPD (55%) ou par l'intermédiaire des missions locales (45%) de se réapproprier le savoir de base de tout citoyen et plus particulièrement la lecture, l'écriture et le calcul. Au terme de cette expérience, l'EPIDe se fixe comme objectif l'accueil de 20 000 jeunes dans les 23 centres ouverts sur le territoire, avec cette particularité qui le distingue du Service militaire adapté (SMA): les centres sont plus petits et l'encadrement plus important.

Qui sont ces jeunes ?

Beaucoup de laissés pour compte qui n'ont pu terminer une scolarité de collège. Ils arrêtent l'école après un niveau équivalent à la 6ème en étant passés par des classes relais ou des CLIS.

Représentants d'une typologie sociale peu médiatisée, ces jeunes souffrent essentiellement de carence affective post-enfantine. À cela, s'ajoutent des manques d'hygiène de base et la survenue

fréquente de problèmes de dentition, de myopie, de maladies de peau... et une consommation de drogues — cannabis, cocaïne.. pour 90% d'entre eux.

L'enseignement porte essentiellement sur :

- Le comportement civique et la posture de l'adulte dans ses démarches quotidiennes, dans ses relations avec les différents acteurs de la vie sociale et professionnelle... savoir mener à bien toute démarche sans se décourager ...
- Une remise à niveau scolaire en histoire, géographie, instruction civique, calcul, lecture, expression écrite ...afin d'atteindre le niveau de « certification de formation générale », à mi-chemin entre le Brevet et le certificat d'étude,
- Une formation professionnelle orientée vers les emplois de service (à la personne, sécurité, transport et logistique, hôtellerie)...

L'encadrement est assuré par des personnels de l'Education Nationale, par des contractuels (anciens militaires à la retraite, réservistes et quelques éducateurs sociaux ayant les mêmes intérêts que l'EPIDe) et servent de référents aux jeunes en menant à bien des missions de médiation et de formation.

Ce que n'est pas l'EPIDe :

Un substitut au service national (dans le recrutement de l'EPIDe, nombreux seraient P4)

L'organisation de l'EPIDe en quelques chiffres et en actes :

Un centre EPIDe peut accueillir de 2 à 3 compagnies, situation voulue pour éviter l'effet de bande.

23 centres ont été ouverts depuis 23 mois de création.

L'encadrement est important et représente 40% de la population sur site

Les classes sont de 6 élèves au maximum afin d'éviter le traumatisme de l'école perçue et appréhendée par eux comme lieu d'échec.

La valorisation et le respect sont les règles essentielles : le vouvoiement est obligatoire tout comme l'adresse : monsieur,

Les jeunes sont notés sur leur adhésion, leur travail, leur implication et leur comportement.

La tenue est celle du costume de ville, gris et cravate à rayures.

Le but : leur redonner confiance

Et les résultats :

15% repartent d'ici 3 jours au motif du trop grand décalage entre ce qu'ils vivent et ce qu'ils vivaient (lever à 6h ...),

20% à la fin du premier mois

30% par exclusion (violence) c'est le même taux que dans les autres établissements.

Les stagiaires sont orientés vers un intérim, vers une formation par alternance ou une reprise de formation. 90 % des stagiaires qui vont au bout de leur contrat ont une solution en sortant de l'EPIDe.

Coût de la formation

Environ 11000€ par an et par jeune

Les stagiaires reçoivent 140€ par mois et un pécule de 160 € en fin de contrat

Et après ?

50% des stagiaires restent en contact avec l'EPIDe. Les missions locales qui sont une source de recrutement assurent aussi un suivi pendant plusieurs mois des anciens stagiaires en situation d'insertion en entreprise et dans la vie sociale.

Il existe un club des anciens qui notamment assure une aide matérielle ainsi que le cautionnement des logements des stagiaires en cours de réinsertion.

À l'issue de sa conférence remarquablement illustrée, le Contrôleur Général ROCHEREAU a répondu aux nombreuses questions posées par l'assistance vivement intéressée par la problématique exposée.

L'Association en région IHEDN de Paris renouvelle ses plus vifs remerciements au Contrôleur Général des Armées ROCHEREAU pour l'intérêt et la qualité de son intervention.

> Véronique Gardet (lle de France 2004) Jean-Michel Anciaux (Besançon 1999)

POUR MEMOIRE! POUR MEMOIRE!

SOIREE DE GALA des 30 ans de l'association IHEDN — AR Paris

Palais de Justice de Paris Samedi 2 février 2008

Si vous voulez vous retrouver entre camarades de session, pensez à réserver votre table dès maintenant

> Renseignements auprès de Gérard GAILLAT, Secrétaire Général IHEDN - AR Paris

Tél: 01 44 42 59 66 email: ihedn.paris@wanadoo.fr

0

Si vous avez changé d'adresse email ou si vous ne nous avez pas encore communiqué votre adresse, envoyez nous un message à ihedn.paris@wanadoo.fr

>4-5 OCTOBRE - SORTIE ANNUELLE A BOURGES

L'association régionale des auditeurs de l'IHEDN de la région de PARIS s'est déplacée les 4 et 5 octobre 2007, pour une visite à BOURGES de l'Ecole Supérieure d'Application du Matériel (ESAM) et de la base aérienne 702 d'AVORD. La délégation de l'AR 16,



conduite par son ancien secrétaire général Marc REMOND et son trésorier Michel BRIET, comportait 25 membres dont 3 jeunes de l'ANAJ qui avaient pris leurs dispositions pour réaliser le reportage photos. Le voyage avait été organisé avec le concours de Catherine NIKAISE représentant le général Jean Charles BOURRIER, nouveau président de l'association régionale Centre (AR 7), en mission à PARIS pour le compte de l'Union.

A - L'ECOLE SUPERIEURE d'APPLICATION du MATERIEL (ESAM)



La première visite eut lieu à l'ESAM (Ecole Supérieure d'Application du Matériel) dont la devise « Bien apprendre pour mieux servir » nous préparait aux présentations et réflexions qui s'en suivirent.

Le Colonel BELLE nous a accompagnés au cours de cette matinée en commençant par une conférence sur les missions de l'Ecole, suivie de la présentation des ateliers de formation sur la maintenance du char LECLERC et sur la maintenance de l'aéronautique de l'Armée de Terre.

Le général Alain BOBARD, Commandant de l'Ecole qui nous avait rejoint pour le cocktail, a pu compléter la présentation de ses missions et aborder, avec prudence, ce que pourraient être les orientations futures de l'Ecole Supérieure et d'Application du Matériel.

Tous les sujets furent traités avec pédagogie et précision en ne manquant pas de faire remarquer l'importance primordiale de la Formation dans les missions confiées à l'ESAM, pour assurer le soutien des Forces.

1- Un rappel historique...

De manière générale, et sur un plan historique, l'Ecole Supérieure d'Application du Matériel est issue du centre

d'instruction des spécialistes des unités de réparation du matériel créé en 1943 à Mekhnès (Maroc), d'où le nom donné au bâtiment qui accueille aujourd'hui la formation des officiers, en souvenir de la filiation à celle-ci. En 1945, lorsque le territoire métropolitain fut libéré, le besoin de posséder un centre d'instruction en métropole se fit impérieusement sentir. Une école d'application du matériel s'implanta à Bourges, tandis qu'une annexe fut créée à Fontainebleau en 1948 pour la formation des officiers du Service du Matériel.

En 1960, ces deux sous-ensembles sont regroupés sous le vocable : Ecole Supérieure et d'Application du Matériel. En 1964, la décision du regroupement à Bourges est prise, et la construction d'une école neuve commence. Depuis le mois de juillet 2001, l'ESAM a hérité de la devise de l'école militaire préparatoire technique de Tulle dont sont issus de nombreux officiers généraux, officiers et sous-officiers de l'Armée de Terre, et plus particulièrement du Matériel.

Principales missions:

Chargée de former les spécialistes de la maintenance de l'Armée de Terre, l'Ecole Supérieure et d'Application du Matériel de Bourges a une double vocation :

- former au commandement et à la prise de décision les cadres officiers de la maintenance ;
- assurer la formation technique des sous-officiers et des engagés aux actes de maintenance sur les matériels en service ;
- sa compétence s'étend de plus, à la formation de spécialistes de la Gendarmerie et de l'Armée de l'Air, à l'interalliés et à l'international.

Une école : deux pôles de formations...

Une formation application perfectionnement qui s'adresse principalement à l'ensemble des cadres de la chaîne maintenance de l'Armée de Terre. Il s'agit: de former les lieutenants à leur premier emploi de chef de section des unités de maintenance; de préparer les capitaines à assumer leurs futures responsabilités de commandants de compagnies; de perfectionner les officiers et les cadres civils de la chaîne maintenance (chefs de Bureau Maintenance Organisation Instruction (BMOI), de Bureau Moyen Logistique (BML), Officier sous Contrat (OSC)); d'accueillir le stage de perfectionnement des futurs chefs de corps de l'Arme du Matériel.

Une formation maintenance...dispensée à l'ensemble des spécialistes des trois niveaux de la maintenance de l'Armée de Terre qui regroupe 13 métiers dont 11 sont enseignés au sein de l'Ecole. Elle forme également des spécialistes de la maintenance de l'Armée de l'Air et de la Gendarmerie Nationale.

Cette école forme aussi des militaires des armées étrangères appartenant à des pays africains avec lesquels nous avons des accords de défense, mais aussi d'Europe centrale, du Moyen-Orient, voire de l'Asie.

et, un centre d'expertise, d'étude et de pilotage du domaine maintenance,

L'Ecole accueille chaque année de nombreuses délégations étrangères désireuses de s'informer sur la logistique de la maintenance française.

La formation au commandement

La formation d'application (lieutenants); la formation au commandement des compagnies (capitaines); la formation au management (officiers supérieurs et cadres civils).

L'Ecole Supérieure et d'Application du Matériel (ESAM) forme les lieutenants de l'arme du Matériel et les capitaines, futurs commandants de compagnie pour la maintenance, ainsi que les futurs chefs de corps.

La formation technique

La formation de premier niveau des sous-officiers s'adresse à des jeunes sous-officiers en début de carrière. Elle est sanctionnée par l'attribution d'un Certificat Technique du 1er niveau (CT1). Ces jeunes sous-officiers auront à commander une équipe et devront être aptes à effectuer des actes simples de maintenance et à concevoir des diagnostics.

La formation de second niveau des sous-officiers s'adresse à des sous-officiers plus anciens et déjà expérimentés. Elle est sanctionnée par l'attribution de la Formation de Spécialiste du 2^{ème} niveau (FS2). Les sous-officiers auront la responsabilité d'un atelier et devront être aptes à effectuer des actes de maintenance et des diagnostics complexes.

2- L'approche technique fut largement détaillée, notamment avec :

a) La présentation du char Leclerc (char d'assaut français) fabriqué par NEXTER (anciennement GIAT Industries). Il s'agit sans aucun doute de l'un des plus modernes et efficaces chars au monde devenant avec ses 56 tonnes, ses 3 hommes d'équipages (opérateur de tourelle, pilote et chef de char), l'unique char lourd de l'Arme blindée, permettant ainsi à la France d'assurer la relève opérationnelle de l'AMX 30.



Le Leclerc reste assez classique, dans l'agencement général, il présente cependant des innovations technologiques lui permettant de rester comparativement plus petit et très maniable par rapport à ses principaux compétiteurs. Sa spécificité par rapport à ceux-ci réside dans ses vitesses de déplacement et sa capacité du « tir en roulant » y compris en tout terrain tout en pouvant « engager » plusieurs cibles dans des temps très courts.

Le Leclerc est un « système d'arme » complexe, nécessitant une formation complète de la chaîne de maintenance, et son maintien à niveau pour intégrer toutes les améliorations nécessaires aux missions de combat. L'ESAM est en charge de la formation de base et continue des personnels de maintenance.

b) La présentation des aéronefs (Gazelles, Pumas, avions d'observation, etc...) dont la formation des équipes de maintenance est assurée également par l'ESAM, pour le compte l'Armée de Terre, la Gendarmerie et la Protection Civile. Au passage, quelques « anciens » de notre délégation purent saluer avec nostalgie l'« Alouette II » , retirée du service en 1999. Elle fut pour de nombreux officiers-appelés leur « baptême de l'air » !

Pour clore la matinée, le « cocktail-déjeunatoire » a eu lieu dans le salon bleu de l'Ecole, situé au dernier étage du « bâtiment-tour » central de l'école, d'où la vue sur la ville est magnifique. Ce déjeuner a eu lieu en présence de : Serge LEPELTIER, maire de BOURGES et ancien ministre de l'Environnement ; le président du Conseil Général du Cher ; le général Alain BOBARD, commandant de l'ESAM depuis le mois d'août 2007 ; des personnalités locales ; des officiers de l'Ecole ; des camarades de l'association régionale du Centre (AR 7).

À la suite de l'allocution de bienvenue du Général BOBARD, notre camarade Marc REMOND , au nom de Pierre d'AMARZIT, Président de L'ARPARIS-IHEDN retenu à PARIS par la Conférence des Présidents de l'Union, a vivement remercié l'ensemble des personnels mobilisé pour nous recevoir, pour son amabilité, sa disponibilité et le sentiment partagé par toute la délégation que la « mission est bien remplie » !

B - LA BASE AERIENNE d'AVORD

Les auditeurs ont été accueillis, l'après midi, sur la base aérienne 702 d'AVORD par le Colonel DEDIEU(163ème session régionale TOURS-ORLEANS 2005) et le Capitaine MINOT qui représentaient le Colonel ZIMMERMANN, commandant de la base, en mission. Ils ont pu ainsi visiter l'Ecole de l'Aviation de Transport et ses ateliers ainsi que le centre de formation et de simulation du « Système de surveillance AWACS »en prenant pleinement conscience de la réalité opérationnelle, du dispositif déployé par l'Armée de l'Air sur place, tant en termes de formation, de projection que de protection. Située sur la commune d'Avord non loin de Bourges dans le département du Cher, la base Aérienne 702 dispose d'un effectif de près de 2400 personnes. C'est sans aucun doute son positionnement privilégié en un point géographique stratégique qui lui permet d'être une des bases majeures du dispositif de l'Armée de l'Air et une plateforme aéronautique essentielle pour l'ensemble de ses missions.

La base abrite aujourd'hui les appareils suivants: les avionsravitailleurs C 135FR; les avions de détection aéroportés BOEING E-3F (communément appelés AWACS); les avions école EMBRAER EMB-121 Xingu, de l'école de l'aviation de transport. La protection de la base est assurée par un escadron de défense sol-air et notamment ses unités CROTALE.



Une exposition des différents matériels de défense anti-aérienne, mis en œuvre par l'escadron, avait été déployée, ainsi avonsnous revu pour un bon nombre d'entre nous le bitube de 20mm increvable, mais nous avons découvert aussi des matériels plus sophistiqués comme le CROTALE NG sur remorque ou l'ASPIC dont le pointage est assuré par le casque porté par le tireur

Depuis 1966, la Base aérienne 702 d'Avord participe directement à la mission de dissuasion nucléaire. Elle accueille un escadron de chasse et dispose des installations nécessaires à l'armement et à la prise d'alerte des Mirage 2000N conjointement avec la prise d'alerte des avions ravitailleurs Boeing C135FR.

Après ces différentes visites de sites militaires, un accueil chaleureux nous fut réservé autour d'un verre, à la Mairie de BOURGES, par le Dr DURAND, session régionale IHEDN en 1977, représentant Monsieur le Maire qui participait à la première réunion en province du « Grenelle de l'Environnement ». Notre camarade nous a permis, par son allocution, de mieux appréhender l'histoire de cette cité, dernière conquise par CESAR pendant la « Guerre des Gaules », mais surtout au centre de ce territoire où se fabriquaient et où l'on continue « à forger » nos armes. La remise de la médaille des «20 ans de l'AR PARIS » au Dr DUPONT a conclu la partie protocolaire avant de pouvoir s'entretenir avec les personnes présentes.

Le dîner au restaurant « le Jardin Gourmand », situé près de la cathédrale, auquel se sont joints le Colonel DEDIEU, le Capitaine MINOT et des camarades de l'AR CENTRE n'ont fait que renforcer les liens et surtout permettre d'envisager d'autres actions communes sur de futurs projets de visites et de réflexions

Levés tôt le 5 octobre pour bénéficier du petit-déjeuner de l'école (de 6h30 à 7h30), les rescapés de notre délégation (16 sur 25) se sont retrouvés au palais Jacques CŒUR dans le « Vieux BOURGES » où nous attendait, avec les clefs de la maison, notre camarade Catherine NIKAISE avec également « café et

croissants »! Notre guide conférencière Madame Josette TABIN avait intitulé la visite « La dimension architecturale et symbolique »! Aussi tout au long d'une visite parfois tortueuse, dans cette grande maison de 50 pièces, nous a-t-elle fait découvrir l'intelligence des aménagements intérieurs, remarquables par leur modernité conceptuelle, leur éclectisme architectural et le confort qui en firent probablement un lieu très agréable à vivre!

Cette maison construite par Jacques CCEUR (1400-1456) est probablement l'une des rares demeures de cette époque qui témoigne du goût avéré, par les « compagnons », pour le bel ouvrage qui transformait chaque chapiteau, ouverture ou pièce monumentale en un objet précieux plein de sens! L'histoire de son propriétaire, grand commerçant « mondialiste » avant l'heure se résume dans sa devise « A CCEURS VAILLANT RIENS D'IMPOSSIBLE ». En effet rien ne semblait impossible à cet homme, y compris de devenir très riche, très influent, très puissant, très envié et jalousé jusqu'à disparaître sans que l'on sache exactement, quand, où et comment ? Des noms viennent étayer les propos, Charles VII (le petit roi de Bourges), Jeanne la Pucelle, Agnès SOREL, les Plantagenêts, la Guerre de Cent Ans, la querre contre les Turcs comme commandant de la flotte papale...... un grand destinune énigme !!! Allez visiter la maison Jacques CŒUR et demandez de la faire avec

Un déjeuner au « Jacques Cœur » juste en face du palais aura permis à chacun de recharger les batteries pour aborder la cathédrale monumentale de BOURGES qui présente de nombreuses particularités, notamment celle de devoir « monter » pour aller dans la crypte! Une autre particularité consiste à essayer de ressentir des « vibrations » en un point de l'édifice réputé pour des influences telluriques!! La découverte de la cathédrale SAINT ETENNE a été conduite par Madame Véronique SCHMITT et Monsieur Guy DESSENE de l'association MONUM! Pour clore la visite, après que le Grand Orgue, récemment restauré, nous fut présenté, son titulaire Thomas LACOSTE nous offrit un petit concert pour pouvoir en apprécier ses qualités!

17h35, l'heure était venue de rejoindre nos bases respectives, les uns par le train, d'autres en voiture...le voyage était terminé. Merci à ceux et celles qui l'ont organisé età bientôt !!!!

Marc Rémond (Valenciennes 1991) José Sieres (5° Session Européenne IHEDN -1995) Photos participants ANAI

DISPARITION

La 166^{ème} session a la tristesse d'annoncer la disparition d'Hervé LE GUEN. Nous tenons à manifester à sa famille notre soutien et notre amitié en ces circonstances douloureuses.

>10 ANS DE PESC : QUELLE DEFENSE POUR L'EUROPE ?

Site internet http://ec.europa.eu/france

Conférence et tables rondes organisées par la Représentation en France de la Commission Européenne à l'occasion des 10 ans de



la PESC (politique étrangère et de sécurité commune), après le traité d'Amsterdam du 2 Octobre 1997. 90 invités parmi lesquels majoritairement des ambassadeurs ou leurs

représentants, des parlementaires, des hauts fonctionnaires dans le domaine de la défense, des militaires ou des civils de la Défense, des représentants de "think tanks".

Débats présidés par Yves GAZZO, Chef de la Représentation en France de la Commission Européenne, animés par Ulysse GOSSET, journaliste, Directeur de l'information pour France 24,

Première table ronde: Institutions et capacités militaires, les outils de la défense européenne

Benoît d'ABOVILLE, ambassadeur, ancien représentant de la France à l'OTAN; Hubert HAENEL, sénateur du Haut-Rhin, Président de la Délégation pour l'Union Européenne; Général Jean-Paul PERRUCHE, ancien directeur de l'état-major militaire de l'Union Européenne; Hilmar LINNENKAMP, adjoint au Directeur de l'Agence Européenne de Défense.

Le Sénateur Haenel ouvre le débat en citant le Président Sarkozy à la conférence des ambassadeurs du 27 Août 2007: « la France pourrait réintégrer l'OTAN », mais le Sénateur pose la question de savoir si l'Europe a des frontières, et que doit-on faire de notre force de frappe dans le cadre de l'Europe. Le préalable est une redéfinition de nos intérêts vitaux (aujourd'hui l'énergie). Quand il y a eu le feu dans les Balkans, la volonté politique a fait défaut, et les incompatibilités ont fait le reste. L'Europe en fait trop (subsidiarité, proportionnalité), ou pas assez. On se met via l'OTAN dans les mains des USA. Pourquoi une défense européenne, quid du lien armées-nation; la défense est aussi civile, on le voit au Kosovo. Il y a aussi le soupçon francobritannique, et le retour de l'Allemagne. Que fera t-on pour les petits pays (Malte par exemple). nous nous heurtons aux russes qui nous disent; qui êtes-vous, que voulez-vous ?

Le Général Perruche fait 4 observations: Il y a des anomalies dans la construction de l'outil de défense européen: par le traité de Nice les compétences de la PESD (politique européenne de sécurité et de défense) sont décalées par rapport aux intérêts à défendre. La définition des menaces passe par le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive. Le 2è décalage concerne la limitation des capacités: il n'y a pas de Chain Of Command permanent ce qu'il qualifie d'auto-mutilation. Il y a des résultats acquis: les compétences du comité militaire (Solana), le comité politique, l'état-major; depuis 2003, 16 opérations ont été

Info AR 16 --

menées, 3 sont à venir dont une au Darfour. La PESD crédibilise la PESC. Il y a un style européen, par les capacités, par la police, par le traitement de la cause des crises. Beaucoup de membres sont favorables car seuls ils ne pourraient rien faire; les conditions du progrès sont un partenariat Europe-USA, bloqué par la position des USA qui veulent que cela se fasse dans le cadre de l'OTAN. Il reste un dilemme entre les responsabilités et la dépendance pour certains pays. Le renforcement de la capacité de défense européenne passe par l'établissement d'une chaîne de commandement permanente. Renforcer le système militaire européen en créant une culture européenne, mettre les questions de défense en débat au niveau européen, même pour les petits pays.

Benoît d'ABOVILLE fait 3 remarques. Nous sommes à des années charnières, le cycle PESD s'achève, les échéances de 2008 et 2009 sont importantes, il y a le problème des querelles interpiliers; la PESD travaille sur une gamme de moyens d'actions, mais les investissements portent sur 2 canaux différents, avec une mauvaise coordination. Nous voyons arriver une nouvelle génération de politiques qui n'ont connu la guerre que dans le tiers-monde; comment les USA vont-ils sortir de l'enlisement en Afghanistan, qui engendre de leur part des réticences à un nouvel engagement, se reposant sur l'Europe pour un partage du fardeau: les USA gardent les conflits de haute intensité et l'Europe la stabilisation (qui n'a pas de sortie précise). Il y a un paradoxe de l'opinion publique, qui est favorable à la PESD, laquelle n'est pas visible car il n'y a pas de drame, c'est une série discontinue d'interventions séparées. Les relations OTAN-UE peuvent être complémentaires, les armées européennes sont statiques, nombreuses mais peu déployables, la phase de projection (expéditionnaire) sera une révolution; l'UE prend le bas de gamme, l'OTAN le haut de gamme; l'UE prend ce qui est proche, pas le reste du monde; mais l'intensité d'un conflit n'est pas prévisible; la division géographique perd son sens vis à vis du terrorisme; la PESD a donné 1 milliard d'Euros pour l'Afghanistan mais personne ne le sait (la France y est très présente); il faut réconcilier une présence avec un statut; l'attitude des USA est une crispation au sujet de l'état-major européen, par peur d'affaiblir l'OTAN.

Hilmar LINNENKAMP: pourquoi une agence, quels succès, quelles déceptions. La PESD passe de l'abstraction à la réalité; il y a eu 20 opérations, plus civiles que militaires car il n'y a pas de capacités militaires; 104 milliards d'Euros dépensés mais pas optimisés, à cause d'une fragmentation des efforts; il manque des investissements dans les technologies de pointe, les dépenses US sont 6 fois supérieures; il faut dépenser plus et mieux ensemble; l'Agence travaille sur l'amélioration des capacités militaires, en back office de la PESD, c'est un laboratoire à géométrie variable avec des noyaux. Pour les réalisations, il y a le Livre Blanc européen qui donne une vision à long terme sur les types de capacités requises, une stratégie pour une base industrielle et technologique; les états membres ne peuvent plus maintenir ce qu'ils ont aujourd'hui; pour le marché européen des équipements de défense il y a un code de bonne conduite basé sur la transparence portant sur 200 offres de contrats et 10 milliards d'Euros, le premier programme en Juin d'investissement européen portant sur la protection des forces; les relations avec la Commission (Européenne) sont positives et fructueuses sur un projet important de recherche technologique militaire et civil sur les drones. Au chapitre des déceptions il y a la réticence des états membres, la résistance au changement; le bilan est modeste sur les contrats « cross borders » d'équipementiers.

Débat: citation de l'amiral Lanxade: « la France ne doit pas modifier sa position au risque de diminuer la PESD ».

d'ABOVILLE: nous sommes très présents dans l'OTAN intégré, qui n'existe plus vraiment, pour les OPEX les décisions sont nationales pour la génération des forces; le coeur est la planification des moyens, l'Europe fait mieux, on raisonne en capacités plus qu'en moyens. Citation d'H. Védrine: la France perd sa spécificité. Un pilier européen au sein de l'OTAN est inconcevable à cause du consensus nécessaire. Il existe beaucoup d'échanges Europe-USA sur les questions de sécurité: le terrorisme, les conteneurs, l'identification des passagers transatlantiques, l'interdiction des transferts. La relation OTAN-USA se modifie: les USA ont une nouvelle génération qui vient au pouvoir, ils se réorientent vers l'Asie, l'OTAN se veut global (Inde, Pakistan, Israël), la stratégie des USA est la coalition, l'OTAN doit réactualiser son concept stratégique qui date de 1999. Les arsenaux transnationaux permettent de partager le marché, et d'être dépendant de l'autre: les Pays-Bas cessent leur force de surveillance maritime. Mais les projets coopératifs (A400M) sont très chers et longs. On doit donner à l'OTAN la défense des territoires, et à l'UE celle hors zone, les opérations OTAN sont toujours commandées par les USA, et la nomination d'un Deputy SACEUR ne changera rien. Élargir le concept Européen à la défense économique et civile, cette dernière existant mais restant sous responsabilité nationale pour des questions de rapidité de réaction. La communication sur l'Europe est insuffisante, mais de la responsabilité des états membres; le projet de traité européen n'a pas percolé vers l'Enseignement.

Deuxième table ronde: Interventions et opérations européennes, quelles actions pour l'Union dans le monde

Richard WRIGHT, Directeur Plateforme de Crise, Coordination politique dans la PESC, DG RELEX; Laurent TEISSEIRE, Directeur à la Délégation à l'Information et à la Communication de Défense; Eric CHEVALLIER, conseiller pour la gestion des crises auprès du Ministre des Affaires Etrangères; Véronique ROGERLACAN, chargée des questions de défense européennes et de la Présidence française, adjointe au directeur de la Délégation des Affaires Stratégiques au MinDef; Alvaro de VASCONCELOS, Directeur de l'Institut d'études de sécurité de l'Union Européenne.

Laurent TEISSEIRE: la vision du public est différente selon les outils d'analyse, mais l'adhésion est forte: de 57 % en 92 à 90% maintenant, 81% en France, 75% en Europe, 57% en GB. Dans les priorités des armées, l'Europe vient en 11è position sur 12. 75% se disent mal informés, contre seulement 40% au MinDef.

Richard WRIGHT: définir la politique de sécurité civile & militaire,

avec une gamme d'instruments mobilisables, dans les domaines de la stabilité (retarder le début des crises), de la médiation, de l'aide aux « displaced persons » (IDPs), de la formation des policiers, de la reconstruction des bâtiments, de l'aide humanitaire; l'efficacité dépend de la cohérence dans l'utilisation des instruments.

Véronique ROGER-LACAN: les objectifs fondamentaux de la construction d'une défense européenne: ambition affichée du traité de Maastricht, autonomie stratégique de l'Europe, sécurité et solidarité. La définition progressive d'une défense commune est battue en brèche par 3 tendances: la cohabitation de 3 instruments (national, européen et atlantique); la volonté de tenir compte du public Européen; le non partage du fardeau entre l'Europe et l'OTAN, ni cogestion, ni codécision. La gestion des crises est à créer, une structure pour coordonner l'emploi des moyens militaires, le soutien des autres missions (lutte contre l'immigration illéqale).

Eric CHEVALLIER: il y a déjà eu 4 opérations menées par l'Europe, dont 2 dans le cadre de Berlin+, plus 15 autres non militaires; l'échec du référendum sur la constitution n'a pas bloqué la dynamique, il n'y a pas d'adversaire à la PESD, en particulier à Washington; le point de vue de la future Présidence Européenne de la France est que le renforcement de la PESD n'est pas contradictoire de l'OTAN; il v a un déficit de communication, il faut valoriser, expliciter; lecons tirées des missions en Est Tchad et en RCA: pour déployer 3000 personnes il faut consulter 3000 personnes (EU, UN, OUA, ONGs, parlements...); relations France-PESD: la France est proactive, mais il y a une suspicion au sujet de l'Afrique, des craintes de badigeon bleu sur l'agenda français; il faut donc que l'Europe contribue plus; la relation Conseil-Commission est majeure (clé); le déficit capacitaire est un vrai sujet. C'est Delphine BORIONE (présente) qui va représenter la France au Kosovo dans 1 mois.

Alvaro de VASCONCELOS: la PESD fait partie de la politique étrangère, qui fait partie de la politique de l'Union Européenne; pour l'Europe il y a une situation nouvelle en Afrique avec la présence significative de l'Inde et de la Chine, ce qui induit un nouveau concept de multilatéralisme; les états membres de l'UE ont eux-mêmes une présence dans le monde.

Y a-t-il des frontières ou limites à l'intervention Européenne ?

Richard WRIGHT: non, il s'agit de projeter nos valeurs.

Eric CHEVALLIER: la France souhaite une visibilité de l'action Européenne au Tchad, à l'UE de faire l'effort; les états membres cherchent à tenir les postes de communication pour vendre les opérations dans leur pays...

Yves GAZZO: en Jordanie, pour le lien sécurité-développement, 100 millions d'Euros ont été alloués, sans aucune visibilité, voire des soupçons quant à leur utilisation pour l'extension des pistes d'atterrissage pour l'utilisation par des F15 et F16 américains.

Véronique ROGER-LACAN: il n'y a pas de limites car c'est global, l'Europe est un acteur du droit international. La visibilité est liée à la lisibilité. Il faut une politique anticipative plus que réactive. Nos actions sont guidées par nos valeurs, mais il faut revenir à nos intérêts. Les menaces ne sont plus sur les territoires mais sur les flux.

Richard WRIGHT: la réforme du secteur sécuritaire est clé pour les interventions (Congo, Afghanistan, Kosovo); le Tchad fait partie du problème du Darfour.

Eric CHEVALLIER: au Darfour 3 pays sont impliqués (Tchad, Soudan, RCA) et il faut organiser 4 actions (aide humanitaire, assistance au développement, reconstruction...) donc toutes les cases de la matrice sont cochées, la question est qui va assurer la visibilité de la cohérence C'est le défi du packaging; il y a un style européen, avec une capacité d'agir très variée, dans le civil comme le militaire, avec une perception de l'acceptabilité plus grande.

Richard WRIGHT: il y a une gamme d'instruments, le défi est de les faire fonctionner ensemble.

Véronique ROGER-LACAN: l'UE se veut un acteur global de la gestion des crises; les perspectives sont de tirer les leçons sur le commandement, Berlin+ n'est pas pratique et ne correspond pas aux objectifs; la mise en oeuvre des traités modifie l'utilisation des forces en géométrie variable, on a une évolution des missions de Petersberg.

Yves GAZZO conclue sur un besoin de concertation plus grande pour parler d'une voix commune et donner un message lisible.

Patrick Vabre (Versailles 1993)

RETROUVEZ-NOUS REGULIEREMENT ET EN COULEUR SUR :

www.ihedn-arparis.org

> LAISSEZ PASSER

Vous devez les faire valider pour 2008 en les envoyant au Secrétariat de l'AR PARIS.

- . Si encore de la place, laissez passer seul.
- . Si plein, laissez passer + 2 photos d'identité

Info AR 16

Email: carolinecombalat@hotmail.com

Directeur de la publication : Pierre d'Amarzit Rédacteur-en-chef : Caroline Gorse-Combalat Comité de rédaction: Jean-Dominique Caron, François-Georges Dreyfus, Muriel Joyeux